



Eleanor Torres, du CCSAFC, et Dennis Morgan, Bamfield Huu-ay-aht de la Community Forest Society, ont présenté des cas de réussite dans le domaine de la gestion forestière communautaire.

### LES FAITS MARQUANTS DU XIIe CONGRÈS FORESTIER MONDIAL: JEUDI 25 SEPTEMBRE 2003

Tout au long de la journée, les délégués près du XIIe Congrès forestier mondial (CFM) ont participé à des visites techniques et à des événements spéciaux organisés sur les thèmes: de la gestion des données; de la gestion forestière communautaire; de la détermination de la science et la définition des priorités de la forêt boréale canadienne; de la participation des populations des forêts et de la société civile dans les processus décisionnels nationaux et internationaux; du commerce du bois d'œuvre dans les pays de la ceinture du Pacifique par rapport à la GFD; de l'édification d'un capital social pour le développement durable des zones forestières; et du partenariat WWF-Lafarge pour la restauration des paysages forestiers et du leadership de l'industrie dans le domaine de la GFD.

## EVENEMENTS SPECIAUX

### Echanges internationaux autour de la gestion forestière communautaire

Présenté par: la Fondation forestière nationale, le Réseau national des usagers des forêts, le Comité communautaire du Septième congrès forestier américain, le CCSAFC, et le Réseau international des communautés forestières

Wendy Hinrichs, du Comité communautaire du Septième congrès forestier américain (CCSAFC), a expliqué que l'objectif des événements spéciaux consiste à établir un dialogue sur les cas de réussite et sur les leçons apprises, ainsi que sur les défis à relever et les recommandations pour la gestion forestière communautaire (GFC). Narayan Kaji Shrestha, du Centre régional de formation en matière de foresterie communautaire, pour l'Asie et le Pacifique, a noté que la formation joue un rôle important dans les efforts visant à venir à bout des pratiques obsolètes et à améliorer la prise de conscience, dans les rangs des membres des communautés et des responsables administratifs, quant aux opportunités offertes par la nouvelle législation, au Népal.

Martin Kijazi, de l'Université de Toronto, a donné un aperçu sur la dévolution de droits de gestion forestière aux communautés, en Tanzanie, soulignant que des droits de propriété adéquats, des avantages économiques tangibles et des institutions capables d'équilibrer les intérêts des diverses parties prenantes, et d'établir la confiance entre elles, sont des préalables nécessaires pour la réussite de la GFC. Eleanor Torres, du CCSAFC, a décrit les projets mis en place en coopération avec les communautés urbaines et les groupes informels du district, soulignant que des partenariats non-traditionnels peuvent être nécessaires pour l'établissement de projets de GFC dans zones urbaines.

Les participants ont débattu du rôle de l'équité, du pouvoir et de la continu-

ité, dans la GFC. Un participant a noté le besoin d'adopter des approches souples et ouvrant la voie à l'égalité des sexes, faisant référence aux contraintes posées à la participation des femmes au Guatemala. D'autres, ont noté que la situation du financement peut imposer aux projets, des calendriers inadéquats. Quelques participants ont recommandé l'implication d'écologistes dans la GFC et ont encouragé les forestiers à appréhender la GFC avec patience.

#### Pour de plus amples renseignements:

<http://www.communitiescommittee.org>  
<http://www.forestsandcommunities.org>  
<http://www.recoftc.org>  
<http://www.nnfp.org>  
<http://www.3i-s.com>

#### Contacts:

Wendy Hinrichs Sanders: [forests@lsfa.org](mailto:forests@lsfa.org)  
Narayan Kaji Shrestha: [watchftp@wlink.com.np](mailto:watchftp@wlink.com.np)  
Martin Kijazi: [martinkijazi@hotmail.com](mailto:martinkijazi@hotmail.com)  
Ajit Krishnaswamy: [ajit@nnfp.org](mailto:ajit@nnfp.org)  
Eleanor Torres: [etorres@3i-s.com](mailto:etorres@3i-s.com)

### Atelier sur la gestion des données

Présenté par Natural Resources Canada, Canadian Forest Service

Albert Simard, du Service forestier canadien (SFC), a donné un aperçu sur les objectifs et les processus utilisés pour l'instauration de la gestion des données au sein du SFC. Il a défini la gestion des données comme étant le développement des capacités et des processus organisationnels dans les

*Le Bulletin du Congrès Forestier Mondial* est une publication de l'Institut International du Développement Durable (IIDD), éditeur du *Bulletin des Négociations de la Terre*. Ce numéro est rédigé par Andrew Baldwin <[andrew@iisd.org](mailto:andrew@iisd.org)>, Alice Bisiaux <[alice@iisd.org](mailto:alice@iisd.org)>, Robynne Boyd <[robynne@iisd.org](mailto:robynne@iisd.org)>, Lauren Flejzor <[lauren@iisd.org](mailto:lauren@iisd.org)>, Tamilla Gaynutdinova <[tamilla@iisd.org](mailto:tamilla@iisd.org)>, Stefan Jungcurt <[stefan@iisd.org](mailto:stefan@iisd.org)>, Fiona Koza <[fiona@iisd.org](mailto:fiona@iisd.org)> et Nicole Schabus <[nicole@iisd.org](mailto:nicole@iisd.org)>. Révision: Lynn M. Wagner, Ph.D. <[lynn@iisd.org](mailto:lynn@iisd.org)>. Edition numérique: Franz Dejon <[franz@iisd.org](mailto:franz@iisd.org)> et David Fernau <[david@iisd.org](mailto:david@iisd.org)>. Assistant en Ligne: Diego Noguera <[diego@iisd.org](mailto:diego@iisd.org)> et Prisma Nuengsigkapan <[prisma@iisd.org](mailto:prisma@iisd.org)>. Version française: Mongi Gadhoun: [mongi@iisd.org](mailto:mongi@iisd.org). Directeur du Service Information: Langston James Goree VI <[kimo@iisd.org](mailto:kimo@iisd.org)>. Le financement de la couverture de cette réunion a été fourni par le Secrétariat du Congrès forestier mondial et par l'Association des Produits Forestiers du Canada. Les opinions exprimées dans *le Bulletin* appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales, moyennant une citation appropriée. Les versions électroniques du *Bulletin du Congrès* sont transmises par e-mail à notre liste d'abonnés, sous format ASCII et PDF, et sont disponibles au site <<http://www.iisd.ca>>. Pour les renseignements, y compris concernant la couverture de vos événements par nos services, contacter: Le Directeur du service information de l'IIDD, par e-mail: <[kimo@iisd.org](mailto:kimo@iisd.org)>, tél +1-212-644-0217 ou voie postale: 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA.



domaines de la collecte, de la préservation, de l'échange et de l'intégration des données, informations et connaissances, pour le soutien des objectifs organisationnels, de l'apprentissage et de l'adaptation. Il a noté que des employés engagés ainsi qu'un leadership solide sont indispensables au développement d'une vision et d'une stratégie, et de leur communication, entre autres, aux gestionnaires supérieurs, aux gestionnaires moyens et aux parties prenantes externes, comme partie intégrante du processus de changement. Simard a parlé des objectifs



Albert Simard, du SFC, a souligné, dans son exposé sur la gestion forestière du SFC, que l'important est que l'on sait, et non ce que l'on possède.

de la gestion des données, y compris l'échange d'informations entre les différentes organisations, et la préservation des données au sein des organisations. Il a affirmé que la pratique de la gestion des données par le SFC, permettra de mettre l'information dont il dispose, à la disposition d'une large plate-forme de clients et fera du SFC, la source d'information préférée. Caroline Cook, du SFC, a modéré la discussion de groupe autour des questions suivantes: la question de savoir s'il est besoin d'une communauté de pratiques (CP) mondiales dans le domaine de la gestion des données management; la question de savoir ce que pourrait accomplir la CP dans le domaine de la gestion des données; le point de savoir quels sont les éléments qui entravent et ceux qui facilitent la mise en place de la CP dans le domaine de la gestion des données ayant trait aux forêts; et le point de savoir comment réaliser la CP dans le domaine de la gestion des données ayant trait aux forêts. Dans le débat qui a suivi, quelques participants ont reconnu la nécessité de la gestion des données, et ont affirmé que le transfert des technologies n'est pas une condition préalable pour la gestion des données et que la réalisation d'un consensus autour des définitions et des objectifs de gestion des données, aiderait à faciliter une meilleure compréhension des problèmes.

**Pour de plus amples renseignements:**  
<http://www.nrcan-rncan.gc.ca/cfs-scf>

**Contacts:**

Albert Simard: [alsimard@nrcan.gc.ca](mailto:alsimard@nrcan.gc.ca)  
 Caroline Cook: [ccook@nrcan.gc.ca](mailto:ccook@nrcan.gc.ca)

## Le commerce du bois d'œuvre dans les pays de la ceinture du Pacifique face au développement durable

Présenté par 'Pacific Environment'

Cynthia Josayma, de 'Pacific Environment', a noté que le commerce du bois d'œuvre dans les pays de la ceinture du Pacifique connaît une croissance exponentielle, et a attiré l'attention sur les menaces qui en découlent, pour les peuples indigènes et les communautés locales. Alexander Arbachakov, de l'Agence de recherche et de protection de la Taïga, a appelé à la conduite: d'évaluations d'impact écologique, de contrôles et d'un suivi publics, compte tenu de la mauvaise gestion et de l'exploitation illicite des forêts russes. Irina Bogdan, de l'Ecodal Environmental Law Group, a expliqué que selon la Constitution russe, tous les citoyens sont propriétaires des ressources naturelles du pays et doivent, par conséquent, être directement impliqués dans la gestion public des forêts. Elle a indiqué que la Russie manque de politiques de protection de l'environnement et de la biodiversité et ne protège que l'accès des peuples indigènes aux forêts, dans les domaines déclarés d'usage traditionnel. Damien Ase, du Centre des législations environnementales et des droits communautaires, a expliqué que la forêt pluvieuse de

Papouasie Nouvelle Guinée est la propriété collective des peuples indigènes, et que leur libre consentement préalable, en connaissance de cause, est indispensable pour tout développement; et que l'exploitation forestière illicite reste, toutefois, un problème. Hu Kanping, de l'organisation Amis de la nature, a expliqué comment son organisation, la première organisation non gouvernementale en Chine, essaye d'améliorer la prise de conscience qu'à l'impact nocif du commerce du bois d'œuvre sur les communautés locales et sur les modes durables de consommation, notant que la croissance démographique de la Chine est la cause de l'augmentation des importations de bois. Toyoyuki Kawakami, du Réseau 'Advocacy and Monitoring', a expliqué que les opérations forestières familiales japonaises ne peuvent concurrencer les importations internationales à bon marché, mettant en garde que la libéralisation du commerce ne fera qu'accroître ces pressions. Il a proposé la mise en place de régimes de suivi et de certification, aux fins de permettre la distinction entre le bois d'œuvre d'origine légale et celui d'origine illicite.

**Pour de plus amples renseignements:**

<http://www.pacificenvironment.org>  
<http://www.celcor.org.pg>  
<http://www.fon.org.cn/english/>

**Contacts:**

Cynthia Josayma: [cjosayma@pacificenvironment.org](mailto:cjosayma@pacificenvironment.org)  
 Alexander Arbachakov: [belsu@rikt.ru](mailto:belsu@rikt.ru)  
 Irina Bogdan: [ecodal@clinic.kht.ru](mailto:ecodal@clinic.kht.ru)  
 Damien Ase: [dase@celcor.org.pg](mailto:dase@celcor.org.pg)  
 Hu Kanping: [kanpinghu@yahoo.com.cn](mailto:kanpinghu@yahoo.com.cn)  
 Toyoyuki Kawakami: [toyo@jca.apc.org](mailto:toyo@jca.apc.org)

## Participation des peuples indigènes et de la société civile dans l'élaboration des politiques nationales et internationales

Présenté par Forest Peoples Programme

Tom Griffiths, di Forest Peoples Programme, a précisé que cet événement spécial vise à mettre en exergue les expériences des peuples indigènes et la participation des organisations de la société civile dans les prises de décisions, notant qu'en dépit de normes pertinentes, cette implication est souvent inefficace et tardive. Miguel Lovera, de la Coalition forestière mondiale, a déclaré que participation de la société civile dans les forums internationaux est souvent limitée au "constat des dégâts" et qu'à défaut d'inclure les résultats souhaités, elle sert à conférer une légitimité inespérée aux processus décisionnels. Russell Diabo, au nom des Algonquins du Lac Barrière, a



Reconnaissant le sentiment de frustration grandissant quant à la limite de la réussite de l'implication de la société civile dans les processus internationaux, les participants ont débattu des voies et moyens d'améliorer la participation de la société civile et des peuples indigènes dans les processus décisionnels internationaux.

indiqué que la pauvreté et le manque d'information et d'expertise technique entravent la participation, et a noté que les recours en justice et les blocages sont souvent plus probants que les négociations avec le gouvernement.

Jutta Kill, de Forests and the European Union Resource Network (FERN), a déclaré que la clé de la réussite des processus participatifs et la bonne compréhension de ses objectifs, dès le départ, et l'égalité des chances, pour l'ensemble des parties prenantes, de voir leurs préoccupations traitées et documentées. Notant que les grandes ONG ont souvent une influence plus importante sur le processus de consultation, que les groupes communautaires, Alison Dyke, de 'Reforestation Scotland', a recommandé des efforts persistants de lobbying et la création de groupes de pression communautaires. Les participants ont parlé de leurs expériences aux échelons local et national, englobant, recours en justice, protestations, ultimatums, alliances entre les peuples indigènes et les paysans, et la tenue de tables rondes régionales.

Les participants ont mis en relief la faible mobilité des peuples indigènes et l'absence d'aptitudes de lobbying chez eux, et a appelé à la création d'un fonds qui leur soit consacré, un changement d'attitude au sein de la communauté des donateurs, et le soutien de la participation des peuples indigènes dans les processus des Nations Unies. Ils ont débattu, entre autres: du point de savoir s'il est besoin d'une participation sélective ou d'une intensification générale de la participation des peuples indigènes dans les forums internationaux; de la manière de modifier les modalités des forums internationaux; de l'efficacité des boycotts par rapport à la participation dans les processus décisionnels; de l'importance de s'assurer des liens directs entre les groupes de pression et les communautés locales; et le besoin d'utiliser de manière accrue, l'Internet et les campagnes médiatiques.

#### Pour de plus amples renseignements:

<http://forestpeoples.gn.apc.org>  
<http://www.barrierelake.ca>  
<http://www.sinkswatch.org>  
<http://reforestingscotland.gn.apc.org>

#### Contacts:

Tom Griffiths: [tom@fppwrm.gn.apc.org](mailto:tom@fppwrm.gn.apc.org)  
 Miguel Lovera: [lovera2@conexion.com.py](mailto:lovera2@conexion.com.py)  
 Russell Diabo: [info@arbex.ca](mailto:info@arbex.ca)  
 Jutta Kill: [jutta@fern.org](mailto:jutta@fern.org)

## Edification d'un capital social pour le développement durable, dans les zones forestières

Présenté par CODERSA: Secrétariat du "Réseau pour une foresterie participative en Amérique Latine et Caraïbes"

Luis Astorga, d'Astorga Consultants, a parlé du développement durable et de la pauvreté dans les zones rurales d'Amérique Latine, notant qu'à mesure que la productivité des ressources naturelles baisse, la production et le revenu déclinent alors que le chômage et la migration augmentent. Astorga a indiqué en outre que les efforts fournis pour l'allègement de la pauvreté, aboutissent fréquemment à l'échec, en raison du fait qu'ils ne prévoient pas d'édifier un capital social, défini comme étant une combinaison des relations sociales et des capacités décisionnelles d'une communauté. Il a précisé que les éléments nécessaires à la construction du capital social, englobent: la possession des terres et des ressources naturelles; le savoir technique locale; l'accès aux marchés; le financement; et les capacités en matière de gestion. Il a indiqué que la construction du capital social a été restreinte: par la structure du pouvoir, par l'approche paternaliste des ONG et des gouvernements et par les divergences entre les parties prenantes, quant aux objectifs et aux intérêts. Il a appelé à un renforcement des capacités et des organisations locales, à l'autogestion, au renforcement des capacités, à l'institutionnalisation de la participation et à l'instauration d'une communication transparente.

Ingrid Schreuel, de Consultants for Rural Sustainable Development SA (CODERSA), a expliqué que CODERSA, un réseau opérant en Amérique



Luis Astorga, d'Astorga Consultants, a parlé de la manière de construire un capital social, qui, a-t-il expliqué, aiderait à alléger la pauvreté et à concrétiser le développement durable.

Latine et Caraïbes, vise à faciliter l'échange d'expériences, la divulgation des données relatives à la GFD, le suivi et le développement de des processus participatifs, et les initiatives qui contribuent à la construction du capital social. Schreuel a donné enfin un aperçu sur les actions futur de CODERSA, notamment: la formation de réseaux nationaux; la mise en place de forums de négociation; la facilitation des échanges intercommunautaires; et, la promotion du renforcement des capacités.

#### Pour de plus amples renseignements:

<http://www.red-participacion.com>

#### Contacts:

Luis Astorga: [luisastorga@entelchile.net](mailto:luisastorga@entelchile.net)  
 Ingrid Schreuel: [schreuel@intelnet.net.gt](mailto:schreuel@intelnet.net.gt)

## Les forêts boréales canadiennes: Faire le point, définir la science et déterminer les priorités

Présenté par Natural Resources Canada, Canadian Forest Service

Gordon Miller, du Service forestier canadien (SFC), a indiqué que les objectifs de cet événement spécial consistent à établir les priorités de la recherche scientifique sur les forêts boréales et de forger des partenariats. Valery Roshchupkin, du Ministère des ressources naturelles de la Fédération de Russie, a donné un aperçu sur la géographie de la forêt boréale russe, signalant que le changement climatique et la biodiversité sont, en Russie, des domaines importants de développement politique. John Spence, de l'Université d'Alberta, a fait le point de la science des forêts boréales canadiennes, soulignant l'importance de la distinction entre science et valeurs, dans le domaine de la recherche forestière. Il a argué que la protection de la biodiversité suppose la protection de toutes les espèces, et pas simplement de celles qui ont un attrait populaire. Il a affirmé également que la gestion de la biodiversité, au niveau du paysage, est important, mais que cela ne doit pas se faire au détriment de la recherche à d'autres niveaux. Joseph Anawati, du SFC, a présenté les résultats de l'atelier qui a permis aux chercheurs du SFC, du Service canadien chargé de la faune (SCF), du Réseau de gestion forestière, de la Ducks Unlimited et de l'initiative boréale canadienne pour l'établissement de l'agenda pour la recherche scientifique portant sur les forêts boréales. Anawati a rapporté que les participants de l'atelier ont mis en relief, la nécessité de plus de recherche, entre autres, sur: les dimensions humaines des forêts, les zones riveraines des rivières, et la biodiversité, concluant que la science des forêts boréales offre aux différentes parties prenantes, un forum pour l'identification d'un terrain d'entente. Samantha Song, du SCF, a décrit le travail accompli dans le cadre du nouveau programme du SFC, appelé 'Western Boreal Conservation Initiative'. Song a identifié de nombreuses activités humaines dans le boréal, notamment, l'extraction de pétrole et de gaz, l'extraction minière, le développement hydroélectrique et la conversion agricole, notant que certaines d'entre-elles

menacent la biodiversité boréale. Elle a mis en exergue également la nécessité d'une meilleure compréhension du changement climatique, et davantage d'efforts pour empêcher que les espèces deviennent des espèces menacées d'extinction. Eric Butterworth, de Ducks Unlimited, a indiqué que les partenariats établis avec le Programme pour les forêts modèles canadiennes et avec le Centre national de recherche hydrologique ont joué un rôle important, dans les efforts fournis par Ducks Unlimited, visant à s'assurer la conservation de l'habitat des terres humides du boréal et a souligné que la communauté des donateurs place un grand accent sur les partenariats. Anatoly Shvidenko, de l'International Institute for Applied Systems Analysis, a parlé de l'Alliance internationale pour la recherche sur les forêts boréales, indiquant que l'interaction sociale durant les conférences scientifiques constitue un aspect important de la recherche scientifique.

**Pour de plus amples renseignements:**

[http://www.nrcan.gc.ca/cfs-scf/index\\_e.html](http://www.nrcan.gc.ca/cfs-scf/index_e.html)  
[http://www.cws-scf.ec.gc.ca/index\\_e.cfm](http://www.cws-scf.ec.gc.ca/index_e.cfm)

**Contacts:**

Gordon Miller: [gordon\\_e.miller@nrcan-rncan.gc.ca](mailto:gordon_e.miller@nrcan-rncan.gc.ca)  
 Chris Lee: [chris.lee@nrcan-rncan.gc.ca](mailto:chris.lee@nrcan-rncan.gc.ca)

### Partenariat WWF-Lafarge pour la restauration des paysages forestiers: un modèle probant de collaboration dans le domaine forestier, entre l'industrie et les ONG écologiques

Présenté par WWF-international et Lafarge

Jeff Sayer, de WWF International, a présenté le Partenariat portant sur la restauration des paysages forestiers, établi entre l'organisation WWF et l'entreprise Lafarge, fabriquant de matériaux de construction, comme étant un bon exemple de partenariat public-privé, et a souligné l'importance de la restauration des paysages forestiers en tant qu'approche émergente en matière de conservation.

Michel Picard, de 'Lafarge', a donné un aperçu sur l'historique du partenariat établi entre l'entreprise et le WWF, partenariat qui a pour origine, l'intérêt commun que le WWF et Lafarge portent à la mise en valeur des paysages. Il a mis en exergue l'engagement de Lafarge en faveur de ce partenariat et de l'amélioration des performances écologiques de l'entreprise.

Jill Bowling, du WWF, a présenté sa vision du partenariat, notant que c'est la collaboration, et non le conflit, qui peut aider à faire avancer l'agenda de la conservation. Elle a précisé que le dialogue avec les partenaires industriels n'est pas toujours facile, il peut apporter des résultats positifs tangibles, et a noté que le partenariat avec Lafarge dépasse les seuls domaines de la gestion des substances toxiques et de la réduction des rejets de carbone.

Steve Price, de WWF Canada, a donné un aperçu sur le travail du WWF et de Lafarge, dans la vallée de la Rivière Bow, à Alberta, pour la cartographie des habitats connus et des habitats potentiels de la faune sauvage, et pour l'identification des actions à mener en matière de conservation. Il a indiqué enfin que le partenariat permet l'échange d'information et d'expertise entre les partenaires.

**Pour de plus amples renseignements:**

<http://www.panda.org>  
<http://www.lafarge.org>

**Contacts:**

Jeff Sayer: [jsayer@wwfint.org](mailto:jsayer@wwfint.org)  
 Michel Picard: [imichel.picard@lafarge.com](mailto:imichel.picard@lafarge.com)  
 Jill Bowling: [jbowling@wwfint.org](mailto:jbowling@wwfint.org)  
 Steve Price: [panda@wwfcanada.org](mailto:panda@wwfcanada.org)

### Le leadership de l'industrie dans le domaine de la GFD

Présenté par l'Association canadienne des produits forestiers

Wulf Killmann, de la Division de la FAO chargée et de l'étude économique des produits forestiers, a parlé de la production forestière, du commerce international, des produits alimentaires tirés des forêts et des mécanismes de



Les panélistes ont exploré les manières dont l'industrie forestière pourrait améliorer sa mise en œuvre de pratiques innovantes dans le domaine de la GFD.

marché mis en place pour l'atténuation des effets du changement climatique. Il a expliqué que les prévisions indiquent que d'ici 2050, la moitié de la consommation mondiale de bois d'œuvre proviendra des plantations forestières. En conclusion, il a souligné la nécessité d'une coopération entre les ONG et le secteur privé, pour la promotion de la GFD. Carlos Aguiar, de la firme Aracruz Celulose SA, a parlé des conditions favorables instaurées pour l'industrie forestière au Brésil, qui englobent: une disponibilité des terres, un climat favorable et une technologie forestière de pointe. Il a mis en relief la focalisation de sa firme sur l'investissement soutenu dans les projets locaux d'éducation et de gestion de l'eau. Thomas Jorling, de l'International Paper, a mis en exergue les profits tirés des produits forestiers, a parlé des aspects économiques et sociaux de la GFD et a indiqué que le défi le plus important à relever à la GFD, est celui de l'expansion des forêts privées. Avrim Lazar, de l'Association canadienne des produits forestiers (ACPF), a parlé des efforts fournis par l'ACPF pour s'assurer de la GFD, et a souligné le besoin d'intégrer les considérations économiques, sociales et environnementales dans la gestion forestière. Il a conclu en demandant à toutes les associations nationales de produits forestiers, d'encourager la certification des tierces parties, en tant que norme industrielle internationale.

**Pour de plus amples renseignements:**

<http://www.fao.org>  
<http://www.aracruz.com.br>  
<http://www.internationalpaper.com>

**Contacts:**

Wulf Killmann: [wulf.killmann@fao.org](mailto:wulf.killmann@fao.org)  
 Carlos Aguiar: [caa@aracruz.com.br](mailto:caa@aracruz.com.br)  
 Thomas Jorling: [thomas.jorling@ipaper.com](mailto:thomas.jorling@ipaper.com)  
 Avrim Lazar: [alazar@fpac.ca](mailto:alazar@fpac.ca)

### A SUIVRE AUJOURD'HUI

**SESSION PLENIERE:** La Plénière se réunira à 9h dans la salle 200, pour débattre des politiques de mise en œuvre. Elle se réunira, de nouveau, à 14h, pour l'introduction du Thème C: "Des humains et des forêts en harmonie."

**SESSION EXTRAORDINAIRE:** Une session extraordinaire est prévue à 9h40, dans la salle 200, pour entendre les résultats des événements spéciaux.

**SESSION GENERALE:** La session générale se réunira à 10h15 dans la salle 200, pour entendre les conclusions et les recommandations des sessions éco-régionales et des sessions thématiques A, "Des forêts pour les humains," et B, "Des forêts pour la Planète."

**SESSIONS THEMATIQUES:** La Session thématique C se réunira à 15h30, pour procéder à l'examen: de la gestion et des processus décisionnels participatifs; des partenariats dans le domaine de la gestion forestière; de l'administration et des politiques forestières; des politiques et des interactions intersectorielles; du développement professionnel et de la sensibilisation; et, la mise en œuvre des engagements internationaux.